

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

DES CHOIX STRATÉGIQUES QUI PRÉPARENT À TOUS LES AVENIRS

Pour le CRDI, les derniers mois ont été un temps d'exploration et de réflexion alors que nous amorçons une série de discussions au sujet du Cadre général des stratégies et des programmes 2005-2010.

Exploration parce qu'il nous faut examiner l'environnement extérieur en mutation dans lequel évolue la recherche pour le développement; réflexion parce qu'il nous faut réévaluer les façons dont le CRDI a réagi par le passé et réagit présentement à cet environnement. Cette réflexion, nous la désignons par « les futurs du CRDI » afin que tous ceux et celles qui s'en soucient l'abordent dans une perspective institutionnelle, stratégique et à long terme. Quelles sont les principales tendances du milieu dans lequel nous travaillons auxquelles il faut plus particulièrement porter attention ? Quel genre d'institution voulons-nous que le CRDI soit en 2010 ?

De plus en plus, le climat dans lequel le CRDI évolue devient imprévisible, chaotique même, parfois. Au cours de la dernière année, par exemple, le monde a été témoin des troubles civils qui ont sévi dans des pays aussi éloignés les uns des autres que la Bolivie, le Népal et le Zimbabwe, et de la guerre au Moyen-Orient et en Asie occidentale. Ces conflits ont eu d'importantes répercussions sur les travaux du CRDI.

Apprendre à traiter efficacement dans des contextes aussi troublés, et à gérer les risques, soulève de vives inquiétudes. L'an dernier, la direction du CRDI a

commandé des études sur l'incidence des conflits sur la recherche que le Centre parraine au Népal et en Palestine. Les deux études concluent qu'il est possible d'appuyer et de mener des recherches pour le développement, même au cœur du chaos. Elles révèlent aussi que le processus même de la recherche peut aider à favoriser une plus grande ouverture parmi les institutions de recherche et au sein des organismes gouvernementaux. En outre, les deux études confirment le bien-fondé de la présence circumspecte, mais constante, du CRDI.

La question n'est donc pas de savoir si le CRDI doit ou non financer des projets de recherche dans des régions où règnent des conflits, mais comment le faire de manière efficace.

Pour le CRDI, l'incertitude et les dissensions ont réaffirmé l'importance cruciale que revêt son mandat. Les derniers mois ont aussi révélé une autre dimension de nos activités. Ils ont montré que la discussion des problèmes, si elle se fonde sur des données probantes, peut jeter une lumière nouvelle sur ces questions. Que les hypothèses se confirment ou non, que les résultats escomptés se produisent ou non, la recherche comporte des avantages certains car elle renforce les institutions, solidifie la formation des chercheurs, favorise l'acquisition de connaissances et les progrès ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats. Et en rapprochant les gens qui ont des intérêts communs, en les incitant à travailler ensemble en dehors de tout contexte politique, je suis aussi profondément convaincue que les travaux du CRDI contribuent à accroître la compréhension entre les peuples.



Maureen O'Neil



LE VISAGE DE LA RECHERCHE

PROFIL DE ONNO PURBO



« JE FORME DES PRODUCTEURS DE CONNAISSANCES QUI, JE L'ESPÈRE, FORMERONT À LEUR TOUR D'AUTRES PRODUCTEURS DE CONNAISSANCES. »

Voilà comment Onno Purbo résume sa mission de diffuser le savoir par les technologies de l'information et de la communication (TIC) en Indonésie, à la fois à titre de professeur à l'Institut de technologie de Bandung (ITB) et d'auteur d'environ 1 000 articles et 40 livres. Car il s'est donné pour mission d'accroître l'autonomie des gens par les TIC et de favoriser, grâce à Internet, le partage de l'information et du savoir-faire dans ce pays géographiquement morcelé.

Son enthousiasme, sa volonté à toute épreuve et ses connaissances en font le candidat idéal pour mener à bien l'énorme tâche de changer la manière dont l'information est diffusée au pays. Sa méthode comporte deux volets : communiquer avec les gens par des conférences, des articles et des livres; et en former d'autres à faire de même.

Il y a cinq ans, Purbo enseignait à l'ITB, s'efforçant d'aider ses étudiants à devenir des analystes réfléchis et des rédacteurs circonspects qui puissent aider à façonner l'avenir de l'Indonésie. Il exigeait de ses élèves qu'ils produisent eux-mêmes des articles et des livres afin que tous puissent avoir accès à des documents en langue indonésienne. Ce qui se fait beaucoup trop rarement, déplore Purbo. « Il n'y a pas assez d'écrits en bahasa indonesia. Il est important de diffuser le savoir dans les collectivités. Il faut donc expliquer aux gens, en langage simple, ce que les TIC leur permettent de faire, comment ils peuvent établir un télécentre et se doter d'un serveur mandataire. »

C'est ce désir d'informer la population qui a poussé Purbo à démissionner de l'ITP en 2000 pour concentrer toute son énergie à la promotion des TIC en Indonésie. Bon an mal an, il se rend dans deux ou trois villes par semaine pour y donner des séminaires sur la faisabilité de bâtir une infrastructure et des

cours de formation. La majorité de ses ouvrages sont disponibles sur Internet. (<http://sandbox.bellanet.org/~onno/>)

Les gens ont accueilli favorablement ses travaux, mais le gouvernement indonésien s'est montré réticent, souligne Purbo. « J'ai tenté pendant des années d'inciter le gouvernement à favoriser la diffusion de nouvelles technologies. » Mais comme les connexions terrestres font défaut, les gens doivent s'en remettre au WiFi, ou *wireless fidelity*, c'est-à-dire des connexions Internet par ondes radioélectriques. Les collectivités peuvent légalement faire l'achat d'ordinateurs, d'antennes et d'autre matériel, mais la réglementation reste obscure pour ce qui est des fréquences radio.

Il y a eu des arrestations et de l'équipement saisi. Mais les gens sont toujours prêts à courir des risques pour obtenir l'information dont ils ont besoin. La demande est telle que d'aucuns n'hésitent pas à vendre quelques têtes de bétail ou une partie de leur terre pour payer des transmetteurs dont la portée n'est que de quelques kilomètres. « Je veux créer un mouvement au sein de la société afin que les gens puissent bâtir et gérer leur propre infrastructure, à leurs propres fins », explique Purbo.

Les travaux d'Onno Purbo portent fruit depuis longtemps au sein des collectivités. Et aujourd'hui, après dix ans d'exhortations, Purbo obtient enfin des résultats au sein du gouvernement. Une réunion tenue récemment avec des représentants gouvernementaux a incité le ministère des Télécommunications à amorcer l'élaboration d'un projet de loi sur la réglementation du WiFi.

A l'heure actuelle, Onno Purbo est agrégé de recherche auprès du domaine de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement du CRDI. A ce titre, il se rendra dans divers pays en vue de faire valoir l'idée des TIC comme outil de développement et le bien-fondé du WiFi, une technologie peu coûteuse. Purbo espère que les gouvernements accueilleront son projet favorablement. « Je crois pouvoir dire que je suis désormais bien armé pour parler aux gouvernements de la façon dont leur pays devrait aborder les nouvelles technologies. Le message que nous transmettons depuis des années a enfin été entendu. Mais nous avons encore beaucoup de chemin à faire. »

Au début de 2004, le CRDI fera paraître en version anglaise deux manuels techniques écrits par Onno Purbo. « Cela fait des années qu'Onno reçoit des courriels des quatre coins du monde lui demandant de publier des ouvrages en anglais sur ses travaux », fait remarquer Nancy Smyth, spécialiste principale des programmes au CRDI. « Nous espérons que ces livres satisferont à la demande. »

EN CONVERSATION AVEC CHRIS SMART

UNE NOUVELLE APPROCHE À LA RECHERCHE AU CANADA

Au cours de l'automne et de l'hiver 2002–2003, le CRDI et l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) ont parrainé une série de discussions au sein d'universités canadiennes portant sur le rôle accru de la recherche universitaire dans le développement international. Au mois de mai, ces discussions ont mené à la création d'une table ronde nationale, « La recherche sans frontières : L'évolution du contexte de la recherche au Canada et des échanges avec les pays du Sud ». Nous avons interviewé Chris Smart, ex-directeur à la retraite de la Division des initiatives spéciales du CRDI, qui fut un promoteur de ces consultations.

Pourquoi soulever maintenant la question de l'internationalisation de la recherche canadienne ?

L'abandon des politiques de réduction du déficit et l'accroissement de l'investissement public canadien dans le monde de la recherche ont indiqué que notre système de recherche se renouvelait. L'engagement du Canada à occuper le cinquième rang mondial des pays qui investissent dans la science et la technologie, au lieu du quinzième rang, en est une preuve. Les Conseils de recherche reçoivent davantage d'argent, et de nouvelles institutions s'ajoutent, telles que la Fondation canadienne pour l'innovation, les Chaires de recherches du Canada et Génome Canada. Tout récemment, le gouvernement a annoncé un appui accru aux étudiants des universités.

Autre indice : le rapport du Groupe d'experts sur le rôle du Canada dans les activités internationales de sciences et de technologie. Ce rapport indique que le Canada fait beaucoup de recherches dans le domaine international, souligne cette importance et prévoit que ces recherches seront encore plus importantes à l'avenir. Mais, dans le même souffle, il fait remarquer que la contribution canadienne à la recherche pour le développement international, « ne nous concerne pas, car c'est à l'ACDI et au CRDI de s'en occuper ».

Cette remarque a été pour moi un élément déclencheur. La présidente du CRDI, Maureen O'Neil, s'est alors tournée vers l'AUCC et des collègues de l'ensemble de la communauté universitaire. Nous avons constaté que nous avions besoin d'une consultation à l'échelle nationale pour savoir comment, dans un monde de plus en plus interdépendant, la recherche scientifique et technologique canadienne pouvait contribuer concrètement au développement durable et équitable des régions pauvres de la planète. C'est ainsi que les consultations ont débuté.

Qu'est-ce que les consultations ont apporté de plus significatif ?

J'espère que les discussions ont permis aux leaders de la recherche au Canada de réaliser que le défi de lier la recherche courante canadienne au développement international est un enjeu véritable et qu'il peuvent s'y attaquer dès maintenant. Les consultations ont dégagé en gros les conclusions suivantes : « Nous connaissons les enjeux. Nous acceptons que l'urgence des besoins et des défis nationaux qui déterminent nos priorités à l'égard des investissements et des programmes seront de plus en plus reliés aux besoins et aux défis globaux. Maintenant, passons à l'action. »

Ces consultations ont-elles suscité de l'intérêt dans les universités ?

Plus de 200 personnes de quinze universités y ont participé. Plusieurs participants ont été surpris de retrouver, lors de ces discussions, certains de leurs collègues — physiciens, mathématiciens, chimistes — dont ils

n'avaient jamais soupçonné le travail à l'échelle internationale. Il existe un grand intérêt à l'égard de la science branchée sur le développement international.

La plupart des universités veulent avoir des programmes internationaux plus solides parce que ces dernières améliorent leur enseignement. Bon nombre d'entre elles utilisent dorénavant un message publicitaire indiquant « qu'elles visent à former des citoyens du monde ».

Une façon d'atteindre cet objectif est d'envoyer les étudiants à l'étranger. Une autre consiste à accueillir des étudiants étrangers. Une autre, enfin, est d'inciter les enseignants à s'impliquer activement dans la recherche internationale, y compris — c'est ce que nous désirons — la recherche au service du développement.

Les pays du Sud peuvent-ils jouer un rôle important dans ces échanges ?

Voilà un enjeu important pour le CRDI. Malgré ce regain d'intérêt et d'investissement canadien à l'égard de la recherche internationale, on peut se demander : quelle est la place du Sud ? Est-ce qu'on se rend compte qu'il y a de très bonnes raisons de créer des partenariats avec les chercheurs du Sud plutôt que de toujours s'en remettre à l'ACDI et au CRDI en tant que bailleurs de fonds et uniques initiateurs de ce type de recherche ?



De plus en plus, la recherche qui importe pour les Canadiens ne peut être entreprise qu'avec des partenaires de pays en développement. Par exemple, prenez le SIDA et la sécurité en matière de santé. La Fondation canadienne pour l'innovation a financé un projet remarquable permettant de construire à Nairobi un laboratoire de pointe pour l'étude du SIDA. Pour entreprendre cette recherche cruciale au nom des Canadiens, le Canada ne pouvait faire autrement afin d'avoir accès à des données et à un cadre expérimental uniquement disponibles au Kenya.

D'autres domaines de recherche — l'environnement, par exemple, et de plus en plus de secteurs qui font partie des sciences sociales comme l'immigration, la justice, la défense et la sécurité — comprennent des enjeux qui peuvent être mieux étudiés si on comprend les processus du développement. On peut saisir ces enjeux seulement si on se rend sur le terrain, si on y fait de la recherche et si on y crée des connaissances avec la collaboration de personnes qui sont au cœur des problèmes liés au développement.

Selon vous, qu'est-ce qui limite la participation internationale des universités et des chercheurs canadiens ?

Je crois que ce qui me trouble le plus est de constater que les jeunes chercheurs pensent qu'il est difficile de faire carrière s'ils penchent en faveur de la recherche au service du développement international. Les jeunes universitaires jugent que s'ils quittent les sentiers battus menant à la titularisation et aux promotions, soit la recherche individuelle et la publication dans les revues spécialisées reconnues, la réussite leur prendra du temps.

Nous traversons une période cruciale. Force est de constater que ceux qui contribuent le plus à la recherche pour le développement sont des professeurs plus âgés et ces derniers prennent leur retraite en grand nombre. On estime qu'au cours des dix prochaines années nous devons remplacer plus de 40,000 enseignants au Canada. Ainsi, nous aurons des professeurs plus jeunes et nombreux seront ceux qui écarteront de leur cheminement de carrière le développement international.

Ces dernières considérations sont d'ordre très pratique. Les consultations ont-elles permis d'identifier pourquoi les jeunes étudiants canadiens devraient songer à la recherche internationale ?

La consultation nationale a permis de retenir deux idées. La première est une expression magnifique d'une personne de l'Université Dalhousie : « la diplomatie de la recherche ». Si le Canada espère revitaliser sa politique étrangère, il devrait songer à faire de la coopération scientifique un axe clé.

Créer des liens à partir de la recherche de connaissances permet d'établir et de mener des relations internationales. Le Canada pourrait être un leader dans ce domaine. Nous pouvons ainsi utiliser les acquis de notre réputation que la plupart des peuples reconnaissent : nous ne prêchons pas pour notre paroisse; nous pouvons collaborer; nous croyons au bien commun; nous ne faisons pas de recherche pour enrichir les individus, mais bien pour aider le plus grand nombre possible de personnes. Toutes ces qualités font du Canada un acteur de premier plan.

L'autre idée, très pratique et fort encourageante, a été présentée par un cadre supérieur du Conseil national de recherche du Canada. Passer du quinzième au cinquième rang nécessitera des investissements massifs. Afin de justifier des dépenses de l'ordre de milliards de dollars dans la recherche, il faut par conséquent vendre des milliards en produits. Ce marché est principalement situé dans les pays en développement. Voilà qui est emballant car la recherche qui devrait être faite produirait des biens nécessaires aux populations des pays en développement — des vaccins pour lutter contre les maladies tropicales, des sources d'énergie durables et peu coûteuses, des moyens de transport durables — biens essentiels à la création de conditions favorables au développement humain.

Comment concrétiser cette vision ?

On doit tout simplement agir. Quelques universités doivent s'engager à élaborer une partie importante de leurs programmes de recherches internationales en collaboration avec des pays en développement. Déjà on peut pressentir que des pays tels que l'Inde, la Chine, le Brésil, le Chili, la Malaisie, Singapour et Taïwan pourront accroître leur collaboration avec le Canada en ce qui touche la recherche. D'ailleurs ces pays ont pratiquement atteint ou même franchi la barrière du développement. Ainsi nous espérons que la recherche que nous effectuerons avec eux bénéficiera à leurs voisins.

Que pensent les scientifiques de pays en développement de cette vision de l'internationalisation de la recherche ?

Ils pensent que renforcer la science dans le monde en développement par le biais de la coopération nécessite de consolider les institutions au sein des pays du Sud. Il faut donc former des experts.

Au Canada, une partie de notre réinvestissement dans la science et la technologie consiste à réinvestir dans les personnes, à former des scientifiques et des technologues qualifiés. La même chose s'applique au Sud.

Le défi consiste à trouver de nouvelles façons d'accroître nos capacités humaines et institutionnelles. Nous avons besoin d'une réflexion sur les chemins à emprunter pour y parvenir. Si nous ouvrons nos systèmes à la collaboration avec les pays en développement, nous créerons des liens entre des universités canadiennes et celles de pays en développement. Si nous avons à la fois les institutions et les personnes, nous pouvons espérer bâtir un avenir meilleur au Nord et au Sud.

Chris Smart a pris sa retraite en juillet dernier, après avoir servi la cause du développement international au CRDI pendant 24 ans. Tim Dottridge est aujourd'hui directeur de la Division des initiatives spéciales du CRDI.

Pour obtenir de plus amples renseignements, y compris le rapport final de la consultation nationale, consultez le site Web de l'AUCG au www.aucc.ca

■ UN DIALOGUE SUR LES TIC ET LA PAUVRETÉ

LE FORUM DE HARVARD

En septembre 2003, le CRDI a réuni à l'Université Harvard, près de Boston, tente experts afin de déterminer dans quelle mesure les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent aider à faire reculer la pauvreté.

Amartya Sen et Michael Spence, deux lauréats du prix Nobel d'économie, et d'éminents spécialistes des TIC, universitaires et praticiens du développement du Nord et du Sud se trouvaient au nombre des participants. C'était la première fois qu'un groupe aussi diversifié se réunissait pour évaluer l'apport véritable des TIC à la réduction de la pauvreté et tracer les voies de l'avenir.

Le débat a porté sur trois grands thèmes :

- l'importance d'un cadre de réglementation pour favoriser le développement social et commercial des TIC dans le Sud;
- la nécessité d'établir des alliances entre les concepteurs de TIC et les groupes cherchant à améliorer la santé, l'équité entre les sexes, l'éducation et la démocratie;
- le rôle des entrepreneurs, des technologies et des services à vocation sociale privilégiant le numérique — en particulier les technologies à bon marché — et la nécessité de répandre les démarches concluantes.

Ces thèmes supposent que l'on reconnaît la capacité des pauvres d'utiliser ces technologies pour améliorer leurs conditions de vie.

Les discussions aideront à l'élaboration des programmes du CRDI dans ce domaine. Une vidéo de sept minutes sur les points saillants de la réunion et la transcription d'entretiens avec certains des participants ont été versées au site www.crdi.ca/wsis.

■ CONSOLIDATION DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Le président de la République sud-africaine, Thabo Mbeki, était en visite au Canada du 3 au 5 novembre. Le 4 novembre, le premier ministre Jean Chrétien et le président de l'Afrique du Sud ont assisté à une cérémonie au cours de laquelle a été signée une Déclaration conjointe d'intention ayant pour objet de consolider la coopération bilatérale entre le Canada et l'Afrique du Sud. Le CRDI occupe une place importante dans cette déclaration conjointe puisqu'il y est question de cinq programmes et projets appuyés par l'organisme.

Le CRDI a en outre eu l'honneur d'accueillir l'épouse du président Mbeki, Mme Zanele Mbeki, accompagnée d'une délégation de quelques personnes. Au cours de sa visite, Mme Mbeki a pris connaissance des activités du CRDI en Afrique du Sud en matière d'équité entre les sexes, de santé et de TIC, autant de sujets qui l'intéressent au plus haut point.

■ NOUVEAU DIRECTEUR DU DOMAINE DE PROGRAMME EGRN

Depuis le 3 novembre 2003, Jean Lebel assume les fonctions de directeur du domaine de programme Environnement et gestion des ressources naturelles (EGRN). M. Lebel a été choisi pour remplacer Peter Cooper, qui continuera d'oeuvrer au sein du domaine de programme EGRN jusqu'à l'été 2004 afin de faciliter la transition et la mise au point de certains programmes.

Spécialiste de la santé au travail et de l'hygiène du milieu, M. Lebel a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et a travaillé dans le secteur privé, à la Union Carbide et à Northern Telecom Électronique Limitée. Avant son arrivée au CRDI en 1997, il avait participé à des projets financés par le Centre sur la santé des travailleurs des exploitations de gisements aurifères au Venezuela et sur le mercure en Amazonie brésilienne. Il dirigeait depuis avril 2001 l'initiative de programme Écosystèmes et santé humaine.

■ NOUVEAU DIRECTEUR, GROUPE DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION

À compter du 1^{er} février 2004, M. Lauchlan Munro exercera les fonctions de directeur du Groupe des politiques et de la planification (GPP). Il remplacera John Hardie qui, après 23 ans au service du CRDI, prendra sa retraite. Économiste spécialisé dans les questions sociales, M. Munro compte plus de 15 ans d'expérience en gestion et en recherche. Arrivé au CRDI en mai 2003, il y occupe le poste d'analyste principal des politiques, au GPP.

Avant de se joindre au CRDI, M. Munro était chef de la planification stratégique à l'UNICEF. À ce titre, il a été chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan stratégique de l'UNICEF pour la période 2002-2005. Ses recherches ont porté sur une vaste gamme de sujets, depuis les questions de pauvreté et de sécurité sociale au Zimbabwe jusqu'aux choix technologiques au Bhoutan. Il a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences politiques et économie et une maîtrise en études du développement de l'Université de Toronto. Il est en outre titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Institute for Development Policy and Management de l'Université de Manchester, au Royaume-Uni.

■ VISITEURS DE MARQUE AU BRALC

Le lundi 7 juillet, M. Denis Paradis, secrétaire d'État pour l'Amérique latine, l'Afrique et la Francophonie, a visité le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes du CRDI. Au cours de sa visite, l'honorable Denis Paradis et les membres de sa délégation ont participé à une table ronde où le programme du CRDI en Amérique latine et dans les Caraïbes a fait l'objet d'une présentation.

Dans le cadre d'une visite prolongée de plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, l'honorable Peter Milliken, président de la Chambre des communes, a aussi visité les bureaux du CRDI à Montevideo. M. Milliken était accompagné de trois de ses collègues : M. Gary Lunn, député de Saanich – Gulf Islands, en Colombie-Britannique, M. Mac Harb, ancien député d'Ottawa-Centre, en Ontario, et M. Michel Guimond, député de Beauport – Montmorency – Côte-de-Beaupré – Île d'Orléans, au Québec.

NOUVELLES PARUTIONS



LES SEMENCES DU MONDE

L'amélioration participative des plantes

Ronnie Verwooy

L'agriculture moderne est semblable à une énorme pyramide inversée et elle repose sur un socle dangereusement étroit. Moins de 3 % des près de 250 000 variétés végétales propres à la culture sont cultivées aujourd'hui. Le système hiérarchisé de recherche agricole, qui considère les agriculteurs comme de simples bénéficiaires de la recherche plutôt que des participants à part entière, a grandement contribué à

accroître la dépendance à l'égard de quelques variétés végétales. Cette tendance de même que l'industrialisation croissante de l'agriculture sont les principaux facteurs de ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'« érosion génétique ».

Il faut aborder la recherche et le développement agricoles sous un angle nouveau pour préserver la diversité, améliorer les cultures et assurer à l'humanité une production alimentaire de qualité. Cet ouvrage, publié dans la collection *un_focus* du CRDI, porte justement sur une nouvelle démarche en recherche agricole. Passant en revue dix années de recherches sur l'agrobiodiversité et la phytosélection participative financées par le CRDI, il examine des questions fondamentales, allant de la conception des projets exécutés à la ferme aux droits des agriculteurs et des phytogénéticiens, et fait valoir l'importance de nouvelles lois et politiques à l'appui de la démarche proposée. (CRDI, 2003, ISBN 1-55250-015-2, broché, 120 p., 15 \$)

Vous pouvez consulter le dossier en ligne *un_focus* : *Les Semences du monde* à www.crdi.ca/seeds. Le texte intégral du livre est également disponible en ligne en français, en anglais et en espagnol. Une version en mandarin vient d'être lancée en Chine et le livre est traduit en arabe.



TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Volume 1 : Potentialités et défis pour le développement communautaire

sous la direction de Ramata Molo Thioune

Cet ouvrage — le premier d'une série de trois volumes — porte sur plusieurs expériences concrètes d'adoption et d'utilisation communautaires des technologies de l'information et de la communication (TIC) et analyse la question de la participation communautaire dans divers contextes. Le livre examine

comment des collectivités d'Afrique subsaharienne ont réagi aux changements suscités par l'adoption de ces nouvelles technologies et décrit les potentialités et les défis que les TIC comportent pour le développement communautaire. Ce premier volume sera utile aux chercheurs et praticiens déjà engagés, ou sur le point de s'engager, dans l'application des TIC aux programmes de développement. Ce sera également un ouvrage de référence précieux pour tous ceux qui s'intéressent à cette problématique. (CODESRIA-CRDI, 2003, ISBN 1-55250-000-4, 220 p., broché, 30 \$)

Pour plus de précisions, consultez la Booktique du CRDI à www.idrc.ca/books

LES AMIS DU CRDI EN VERSION ÉLECTRONIQUE !

Les anciens numéros du bulletin *Les amis du CRDI* et le numéro actuel sont maintenant accessibles en ligne. Consultez le site Internet du CRDI à http://www.crdi.ca/en/ev-32449-201-1-DO_TOPIC.html

DONNEZ-NOUS DE VOS NOUVELLES



Adressez vos commentaires et questions — ou donnez-nous de vos nouvelles — aux soins de info@idrc.ca

Affaires publiques, CRDI,
B.P. 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9
Télécopie : (613) 563-2476

www.crdi.ca

Le CRDI s'applique à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Canada